

D 739 BOLIVIE: MARCHANDAGE ET POLITIQUE

Nous donnons dans ce dossier deux documents politiques très différents.

Le premier est une note confidentielle émanant de l'ambassade de Bolivie à Washington de juin 1981: on y voit comment de hauts fonctionnaires du gouvernement du général García Meza essaient d'acheter - littéralement - la reconnaissance politique du régime militaire par le gouvernement des Etats-Unis, grâce à des "démarcheurs" appropriés. Il va sans dire que le ministre bolivien des affaires étrangères s'est empressé de déclarer qu'il avait repoussé comme "inacceptable" un tel marchandage...

Depuis, les événements se sont précipités. Après le coup d'Etat du 17 juillet 1980 (cf. DIAL D 644), le régime du général García Meza a fait l'objet d'accusations répétées de trafic de drogue (cf. DIAL D 717). Après plusieurs tentatives diverses de coups d'Etat, un triumvirat militaire renverse finalement le général García Meza le 4 août 1981. Un mois plus tard, le 6 septembre, c'est le général Celso Torrelio qui est choisi par ses pairs comme président de la République. C'est dans ce contexte politique légèrement différent que la direction de la puissante Centrale ouvrière bolivienne a, dans les jours suivants, publié un appel au dialogue. C'est le second document publié ci-dessous. Il est à rapprocher du document émanant de cette même organisation syndicale, quelques mois plus tôt, et établissant la liste des préalables à l'ouverture démocratique (cf. DIAL D 717).

Note DIAL

1- Proposition de l'attaché commercial à l'ambassade de Bolivie à Washington (22 juin 1981)

Ambassade de Bolivie
Washington D.C. 20008

RESERVÉ-CONFIDENTIEL

R.E. 169/81

Le 22 juin 1981

A Son Excellence
Dr. Mario Rolón Anaya
ministre des relations extérieures et du culte
La Paz, Bolivie

Monsieur le Ministre,

Suite à notre conversation téléphonique du vendredi 19 courant sur la nécessité de trouver d'autres canaux nous permettant d'obtenir le plus rapide-

ment possible la reconnaissance du gouvernement des Forces armées et de parvenir à la normalisation de nos relations diplomatiques avec les Etats-Unis, je me permets de vous transmettre par écrit certains détails de la proposition que j'ai reçue de M. Lloyd Pierson, financier et homme d'affaires du Texas. Il est le président du groupe financier et pétrolier "Pierson Group" qui pourrait nous servir de 'lobby', non pas exactement comme relation publique auprès des autorités du gouvernement nord-américain, comme le sont normalement les 'lobbies' qui oeuvrent en ce sens, mais comme démarcheur favorable à la reconnaissance de notre gouvernement et chargé d'autres négociations économiques ou financières au profit de notre pays, avec la perspective de percevoir par la suite ses dividendes par le biais d'affaires financières, pétrolières et industrielles que son groupe pourrait réaliser dans l'avenir en Bolivie.

Par la lecture du bref curriculum que Pierson m'a présenté, sur ma demande, vous pourrez constater qu'il ne s'agit pas d'un inconnu dans les milieux politiques et économiques américains; en tant que fils d'un ancien gouverneur du Texas et que personne influente dans cet Etat, il a pris une part active dans la campagne électorale du président Reagan, particulièrement en soutenant la candidature du vice-président Busch, auquel le lie une vieille amitié: il a également été un des principaux acteurs du jeu politique qui a abouti au remplacement du puissant et influent sénateur démocrate Samuel Church, durant des années président de la Commission des relations extérieures du Sénat, par l'actuel président de cet organisme législatif, le sénateur Simms, dont il est l'ami personnel.

Un de ses principaux contacts à la Maison-Blanche est le général Walters (1), conseiller militaire et politique du président Reagan, avec lequel il entretient également des relations amicales étroites.

Ces liens, et d'autres encore, à caractère politique ont fait que M. L. Pierson a participé aux délégations américaines qui se sont, en 1977 et 1979, rendues au Moyen-Orient pour négocier avec l'Arabie Saoudite, l'Egypte, l'Iran et Israël la politique des Etats-Unis dans cette région.

Ses contacts avec le gouvernement Reagan ont fait que le gouvernement argentin s'intéresse à lui; c'est lui qui, pour les argentins, a agi en faveur de la levée de l'embargo sur les armes, obtenue depuis peu par l'Argentine. A l'heure actuelle, il continue de travailler avec eux dans le cadre d'un 'lobby' qui vise à une coopération effective des Etats-Unis au développement industriel et à la relance économique de l'Argentine pour les quatre années à venir. Dans ces négociations, l'Argentine est preneuse pour 7 millions de dollars.

Toutes ces données transmises par M. Pierson sont, je crois, suffisantes pour accréditer sa personne, et pour penser qu'il pourrait être la personne adéquate pour nous aider dans la tâche qui nous préoccupe actuellement.

Il est suffisamment au courant, par ses contacts avec la Maison-Blanche, au Congrès et au Département d'Etat, de l'état des négociations en cours de la Bolivie pour parvenir à une normalisation des relations; il estime que, malgré une certaine disposition d'esprit en ce sens de la part du gouvernement américain, il importe de faire davantage pression aux échelons supé-

(1) Sur le rôle du général Walters au moment du coup d'Etat militaire au Brésil, en 1964, cf. DIAL D 352 (NdT).

rieurs à celui du Département d'Etat, c'est-à-dire la Commission des relations extérieures du Sénat, la Chambre des représentants et la Maison-Blanche, échelons auxquels lui et ses amis ont parfaitement accès. Il estime donc qu'en agissant rapidement à ces échelons, avec les pressions et arguments appropriés, certains groupes du Congrès et, surtout, du Département d'Etat céderaient et que nous pourrions ainsi parvenir à nos fins dans un bref délai.

Tout ce travail que ferait M. Pierson et ses gens, et qui serait complété en temps opportun par l'intervention de l'ambassadeur Quiroga et de votre serviteur dans les réunions et visites nécessaires aux autorités du gouvernement américain, se chiffre en coût initial dont le montant serait arrêté par contrat établi comme suit:

1) 50.000 dollars à la signature du contrat, comme garantie de sérieux de notre part.

2) 200.000 dollars, au titre de bonus additionnel, au terme de la négociation et à condition qu'elle soit satisfaisante, c'est-à-dire que la reconnaissance soit obtenue.

Ce bonus couvrira, outre les démarches principales de normalisation des relations, d'autres tâches ultérieures pendant un an dans le sens des intérêts de la Bolivie, c'est-à-dire les démarches et les négociations financières et économiques auprès du gouvernement américain pour obtenir de nouveaux crédits et/ou pour relancer ceux qui auraient été gelés; pour impulser des programmes d'aide et de développement économique; et pour toute action en général dont on aurait besoin dans notre pays en ce domaine.

3) Au cas où la négociation, dans un délai prudent de deux mois à partir de la signature du contrat, ne serait pas satisfaisante et ne se solderait pas par la reconnaissance, le gouvernement bolivien ne se sentirait plus aucunement lié envers M. Pierson.

En d'autres termes, cela signifierait que l'opération coûterait à la Bolivie, en cas positif, 250.000 dollars et, en cas négatif, seulement 50.000 dollars.

En vertu de ce qui précède, Monsieur le Ministre, il vous appartient d'étudier ce plan et, si vous l'estimez convenant, de le porter à la connaissance des autorités gouvernementales appropriées; de sorte que, en cas d'acceptation, cela nous soit immédiatement communiqué par télex et que nous soyons données toutes les instructions nécessaires pour la signature du contrat. Le plus tôt sera le mieux, car les démarches pourraient commencer immédiatement.

Je tiens à vous faire savoir, Monsieur le Ministre, que ce sujet a été porté à l'entière connaissance de Monsieur l'Ambassadeur don Alberto Quiroga, en compagnie duquel nous nous sommes entretenus vendredi avec M. Pierson; ce qui n'est pas le cas pour M. Justo Chamas, lequel était parti la matin de ce même jour pour Miami et La Paz et qui n'a donc pu en être informé, puisque notre prise de contact avec M. Pierson avait eu lieu la veille.

Je souligne ce point car je ne tiens pas à blesser des susceptibilités par suite de démarches parallèles pour le même objet. J'estime, Monsieur le Ministre, qu'étant donné la situation de blocage dans les négociations actuelles, nullement imputable à MM. Quiroga et Chamas mais bien à certaines autorités du Département d'Etat qui ne semblent guère intéressées à faciliter une définition du problème, il est nécessaire de rechercher d'autres

canaux à plus haut niveau pour faire pression sur le Département d'Etat et l'obliger à se définir dans un sens favorable à notre demande.

Sur ce fait et dans l'attente de vos instructions, je vous prie d'agréer l'expression de ma considération distinguée.

Hernán Muñoz Reyes
attaché commercial par intérim

HMR/tre.

P.S.: Au moment d'envoyer cette note, M.L. Pierson m'a remis un projet de contrat qui pourrait servir de base, moyennant certaines modifications, au document que nous pourrions signer en cas d'acceptation de ses services. Ci-joint: copie du projet.

2- Déclaration de la Centrale ouvrière bolivienne (13 septembre 1981)

AUX TRAVAILLEURS ET AU PEUPLE BOLIVIEN

Nous nous adressons aux travailleurs et à notre peuple, au nom des droits inscrits dans la Constitution de l'Etat que le nouveau gouvernement du général Celso Torrelio Villa a déclaré vouloir respecter.

Pendant plus d'un an, les travailleurs ont été privés de leurs droits: l'exercice des libertés syndicales n'est pas autorisé; les organisations ouvrières ont été interdites; les dirigeants et les travailleurs de la base ont été licenciés; les dispositions protégeant le mouvement ouvrier ne sont pas respectées; et la volonté des travailleurs est contrecarrée par la nomination de "délégués administratifs du travail".

Nous voulons affirmer clairement que le mouvement syndical bolivien a suffisamment acquis de maturité, et que ses dirigeants ont agi dans le cadre prévu par la loi, en toute sérénité et responsabilité, plus particulièrement dans les moments critiques par lesquels est passé notre pays.

Nous sommes conscients que le dialogue est une bonne méthode pour la solution des différents problèmes, et qu'il doit être recherché. Mais pour qu'il soit possible, il faut que l'occasion en soit offerte, et cela en permettant aux travailleurs de faire usage des garanties inscrites dans la Constitution, en particulier le droit de libre association; de la sorte, à travers leurs organisations, les travailleurs pourront faire connaître leur point de vue sur les différents problèmes les concernant.

Nous sommes toutefois préoccupés par les déclarations de certains dignitaires d'Etat, en vertu desquelles seraient maintenues des mesures restrictives telles que le couvre-feu, l'obligation de la chaîne nationale de radio-diffusion et, ce qui serait plus grave pour nous, l'ignorance des organisations de travailleurs légitimement constituées. On ne peut appliquer la loi de façon unilatérale: alors qu'on tolère l'existence des organisations patronales, on refuse aux travailleurs le droit d'avoir leurs syndicats. Cette anomalie doit être corrigée si l'intention existe de gouverner conformément à la loi.

On ne pourra pas régler les problèmes du pays si on ne tient pas compte des intérêts du peuple, si on ne lui offre pas la possibilité d'une participation politique, si on ne reconnaît pas la liberté de la presse, si on ignore l'autonomie universitaire et, surtout, si on ne respecte pas les

droits de l'homme en ne supprimant pas les méthodes qui ont causé tant de souffrances et d'inquiétudes au peuple bolivien.

L'autre préoccupation des travailleurs, c'est la situation économique actuelle. On a avancé sans plan propre à permettre une relance économique; à coups de décrets attentatoires, on est en train de liquider l'industrie nationale avec, comme conséquence, un chômage croissant à l'ombre d'un soutien officiel à la contrebande, ainsi que diverses organisations l'ont dénoncé. Les mesures économiques du mois de janvier qui, aux dires des responsables, devaient permettre d'améliorer la situation économique du pays, n'ont en fait servi qu'à la faire empirer et à faire diminuer le pouvoir d'achat des salariés.

Les nouvelles mesures économiques annoncées ne doivent pas exiger de nouveaux sacrifices du peuple, en particulier des travailleurs. En cette heure de grave crise économique, sociale et politique, le dialogue est plus que jamais nécessaire, et cela sur des bases réelles, dans le plein exercice des libertés, sans rejeter personne.

C'est pourquoi les travailleurs, guidés uniquement par les intérêts de la nation et du peuple, sans autres engagements que ceux de leur classe, proposent la plate-forme minimale suivante pour le rassemblement des Boliviens:

- 1- Amnistie générale et totale.
- 2- Libre exercice des droits syndicaux et démocratiques.
- 3- Respect des droits de l'homme.
- 4- Liberté de presse, suppression de la chaîne nationale de radiodiffusion.
- 5- Suspension de toutes les mesures restrictives (couvre-feu).
- 6- Solution des problèmes économiques des travailleurs.
- 7- Mesures contre le chômage, réintégration des travailleurs licenciés pour motifs politiques et syndicaux.
- 8- Respect de l'autonomie universitaire.
- 9- Protection des ressources naturelles.
- 10- Respect total de la Constitution.

La Paz, septembre 1981

Gonzalo Guzmán E.
Victor Lima L.
Edgardo Vásquez T.
Aldo Flores A.
Justo Pérez García

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441